

INTELLIGENCE STRATÉGIQUE

L'INTERVIEW
DE JIM RICKARDS

mai 2015

Tensions géopolitiques
entre le Yémen
et l'Arabie saoudite





JIM RICKARDS

INTELLIGENCE STRATÉGIQUE

MAKING THE COMPLEX SIMPLE

Cher lecteur,

Voici le dernier briefing que Jim a fait par téléphone pour ses lecteurs américains. Vous allez voir qu'il aborde le problème des tensions géopolitiques entre le Yémen et l'Arabie saoudite, la position des États-Unis dans ce conflit et que son analyse est tout à fait passionnante. Corolaire à cette question : le cours du pétrole va-t-il remonter ou bien rester sur ces niveaux ? Jim vous explique pourquoi le pétrole va rester, pendant encore 18 mois, comprimé entre les 50 et les 60 \$ environ.

Et puis, vous allez voir qu'il répond aux questions que ses lecteurs lui posent, puisque cette conférence téléphonique est donnée en direct. Et là, très important, il aborde le sujet de la position de la Chine, la stratégie des Chinois quant au yuan et l'importance des DTS qui vont émerger comme devise mondiale parallèle dans les prochaines années.

Il y a donc énormément d'enjeux géopolitiques, d'enjeux économiques qui dessinent une nouvelle configuration du monde. Cette analyse est exceptionnelle et je vous conseille de la lire.

D'ailleurs, si vous avez des questions à poser à Jim, pour son prochain briefing, vous pouvez me les envoyer à la-redaction@publications-agora.fr et je les lui transmettrai.

Nathalie Boneil
Directrice de la rédaction, Publications Agora

Par téléphone...



Peter Coyne,
Directeur de la rédaction de la version
américaine d'*Intelligence Stratégique*



Jim Rickards,
Rédacteur en chef
d'*Intelligence Stratégique*

Peter Coyne : Bienvenue à tous pour ce briefing d'Intelligence Stratégique, avec Jim Rickards. Aujourd'hui, nous abordons la situation d'embrasement au Yémen et nous faisons le point sur l'effet de contagion lié au pétrole.

Je m'appelle Peter Coyne. Je suis directeur de la rédaction de la version originale et américaine d'Intelligence Stratégique. Sur ce, je souhaite la bienvenue à Jim. Jim, tu es là ?

Jim Rickards : Je suis là, Peter.

Peter Coyne : Comment vas-tu ?

Jim Rickards : Je vais bien, merci. J'espère que tout le monde a passé un agréable week-end de Pâques. Moi, oui, en tout cas. Nous avons reçu 35 personnes de la famille à dîner : cela fait beaucoup de monde. Mais cela s'est vraiment bien passé, et il fait très beau, aujourd'hui.

Peter Coyne : Parfait. Bon, commençons sans tarder avec le thème du jour. Pour planter le décor, nous commençons à discuter sérieusement entre nous de la théorie de l'effet de contagion lié à la bulle pétrolière. Il s'est passé beaucoup de choses entre ce moment et maintenant, et il y a cet embrasement au Yémen, et peut-être plus largement au Moyen-Orient. Alors nous avons pensé qu'aujourd'hui, ce serait une bonne idée de faire le point sur cette situation pour nos lecteurs. Peut-être pourrions-nous en faire un petit résumé, puis développer un petit peu et informer nos lecteurs de ce qu'il s'est passé depuis ?

Jim Rickards : Parfait, Peter. Il se passe vraiment pas mal de choses, et je sais que les investisseurs le constatent en observant les Unes des journaux et les portefeuilles de titres. Donc, ce que nous voulons faire, pendant cette session, c'est parler du Yémen, bien entendu, et parler du pétrole et de cet impact sur les marchés. Absolument. Mais comme Peter l'a suggéré, on va resituer les choses dans un cadre plus large, pour avoir une vue d'ensemble un peu plus vaste, et ouvrir le champ pour voir comment tous les éléments s'intègrent les uns avec les autres. Et je pense que c'est très important car nous sommes trop souvent prisonniers des gros titres : on se réveille et on va sur Internet, et on trouve un article qui clame : « *Les rebelles Alhudi se sont emparés de l'aéroport d'Aden* ». Et, d'une certaine façon, on sait qu'il est inutile d'être expert en stratégie de guerre tribale et de la péninsule Arabique pour savoir que cela ne ressemble pas à une bonne nouvelle et que quelque chose de grave est en train de se produire.

Et le lendemain, à votre réveil, vous apprenez qu'une branche d'Al-Qaïda a bombardé un terminal pétrolier en Libye. Vous trouvez que tout cela ne sent pas très bon et vous avez raison : ces événements n'ont rien de bon. Mais je pense vraiment qu'au lieu de réagir d'un événement à l'autre comme une boule de flipper, il vaut mieux prendre du recul et situer tous ces événements dans un contexte

plus large, puis voir ce qu'il se passe, car cela nous aidera à prendre des décisions concernant notre portefeuille. Du moins, c'est ce que je pense. Alors permettez-moi de prendre la parole : je vais aborder un peu ce qui se passe au Yémen en particulier, mais je veux également prendre du recul et examiner cette vue d'ensemble.

Bon, de toute évidence, vous savez que le Yémen est un pays qui n'intéresse pas grand-monde, hormis le fait qu'il donne sur un détroit permettant d'accéder à la mer Rouge. Je pense que tout le monde a entendu parler du détroit d'Ormuz. Peut-être que nos auditeurs ont pu le trouver sur une carte. Mais regardez cette péninsule qui sort du golfe Persique, c'est un passage très étroit.



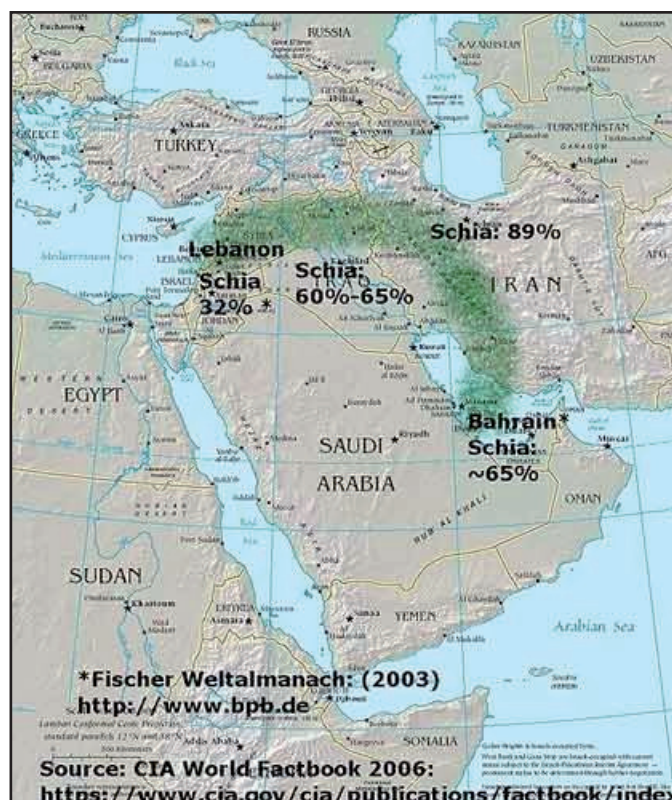
L'Iran se trouve à côté.

L'essentiel du pétrole mondial vient des pays du golfe Persique : le Koweït, le Qatar, Bahreïn, l'Arabie saoudite, bien sûr, l'Iran et l'Irak. Or, tout ce pétrole passe par le détroit d'Ormuz. Il a donc énormément d'importance. Par ailleurs, la flotte américaine est basée à Bahreïn. Et si jamais on empêchait ces flux de pétrole de passer, la 5^e Flotte (US Navy) débarquerait et dégagerait le passage avec des dragueurs de mines ou tout autre moyen permettant d'écouler le pétrole.

Mais ce n'est pas le seul goulet d'étranglement énergétique dans le monde. En sortant du détroit d'Ormuz, vous arrivez dans la mer d'Oman. À présent, où allez-vous ? Vous pouvez aller en Chine... mais il y a de grandes chances que vous vous rendiez en Europe. Et pour ce faire, vous devez passer par cet autre détroit, à l'embouchure de la mer Rouge. Vous remontez la mer Rouge et vous passez par le canal de Suez pour arriver dans la mer Méditerranée. À présent, vous pouvez décharger votre pétrole en Grèce, en France ou en Espagne, selon sa destination. Or, l'Iran contrôle déjà l'un de ces goulets d'étranglement énergétique : le détroit d'Ormuz. Mais, actuellement, ils soutiennent ces rebelles Alhudi. J'ai bien dit rebelles. Il s'agit d'une guerre tribale mais ils soutiennent l'une des tribus. Et s'ils prennent le contrôle du Yémen, ils contrôleront ces deux goulets d'étranglement : le détroit d'Ormuz et le détroit à l'embouchure de la mer Rouge.

L'intérêt de contrôler ces deux goulets d'étranglement, c'est que vous pouvez créer des problèmes et interdire l'accès à ces deux points. Que ferait la 5^e Flotte, alors ? Elle devrait répartir ses troupes. Ce qui veut dire livrer bataille dans deux endroits au lieu d'un seul. Autrement dit, c'est une prodigieuse stratégie géopolitique qui se joue actuellement avec l'Iran qui étend son influence à

travers le Moyen-Orient, et, bien sûr, en Syrie. C'est facile. Ils ont déjà pratiquement annexé l'Irak. Donc, regardez une carte et tracez ce que l'on appelle le « croissant chiite », qui commence en Iran, parcourt l'Irak, traverse la Syrie, passe au-dessous du Liban et arrive en Méditerranée.



À présent, allez au-delà et oubliez le croissant : essayez de tracer un cercle. À présent, contournez le détroit d'Ormuz, le Yémen, etc. Et, tout à coup, vous êtes en Arabie saoudite : vous avez l'impression de vous trouver dans la situation du Général Custer, à Little Big Horn. Mais vous êtes cerné par l'Iran.

Et si vous commandez la 5^e Flotte de l'US Navy, vous vous dites : « Eh là ! Il faut aller se battre à deux endroits au lieu d'un seul. Il faut que je répartisse mes troupes. C'est encore plus compliqué ». Alors, certes, nous lisons ces gros titres concernant le Yémen.

Mais songez au Yémen comme quelque chose qui fait partie d'une stratégie géopolitique de plus grande envergure au cœur de laquelle se déroule un combat à mort entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Nous sommes en présence de dimensions multiples et, bien sûr, le Moyen-Orient ne serait pas ce qu'il est sans ces quatre ou cinq niveaux différents. Le premier niveau est celui de la religion. Voyez-vous, je pense que nous, en Occident, nous sommes démesurément laïques : nous avons tendance à penser que la religion ne représente plus grand-chose. C'est loin d'être vrai. La religion représente la principale motivation à l'œuvre partout dans le monde, et cela se vérifie particulièrement au Moyen-Orient.

Donc, nous avons une division entre sunnites et chiites, et je pense que vous en avez entendu parler. En gros, l'Iran est chiite et l'Arabie saoudite est sunnite. Et, ensuite, nous avons des variantes dans tout le Moyen-Orient. Mais ce n'est pas tout : en Arabie saoudite et au Bahreïn, également, une grande partie de la population est chiite. Or, ces pays sont des producteurs de pétrole importants, du moins en ce qui concerne l'Arabie saoudite. Et les chiites sont concentrés à l'est de l'Arabie saoudite, où se trouve le pétrole. Alors c'est comme si les Iraniens opéraient via leurs coreligionnaires chiites : c'est comme s'il y avait une armée secrète au sein de l'Arabie saoudite. Il s'agit donc d'une première division. Mais il en existe une autre : la division entre Arabes et Iraniens. Cette division entre

sunnites et chiites touche les Arabes car il y a des Arabes sunnites et des Arabes chiites. Or, les Arabes et les Iraniens sont d'origines différentes.

Aux États-Unis, nous avons tendance à mettre tout le monde dans le même sac, en ce qui concerne le Moyen-Orient. Or, l'Iran c'est, bien entendu, l'ancienne Perse et, du point de vue culturel, historique et ethnique, il y a une différence avec les pays arabes. Donc, nous avons cette division entre sunnites et chiites et cette division entre Arabes et Iraniens. Et, en plus, des personnes qui prennent partie, en ce qui concerne les États-Unis.

Il y a aussi la Turquie, qui se demande si elle veut (re)construire l'ancien Empire ottoman. Donc, nous avons-là un échiquier extrêmement complexe. Mais sachez qu'il est inutile d'être maître en matière d'échiquier géopolitique pour comprendre que tout se déroule dans ce vaste contexte.

Et puis il y a la Libye. Ce qu'il se produit, c'est que d'un pays à l'autre, les gens prennent partie, et je pense que l'Iran et l'Arabie saoudite sont les leaders de ce jeu. L'Arabie saoudite possède une toute petite population. Elle dispose d'une force aérienne correcte, mais pas vraiment. Elle n'a pas vraiment d'armée à proprement parler, ni de marine non plus. Elle dispose de quelques pilotes entraînés et de quelques avions. Elle peut effectuer des raids de bombardement, mais vous n'assisterez pas à une invasion massive saoudienne sur le plan terrestre et naval. L'Égypte, elle, dispose d'une armée considérable et elle fait équipe avec les Saoudiens. Et puis il y a la Syrie, qui traverse une guerre civile opposant deux factions.

Et puis nous avons l'état islamique. Parlons de l'état islamique. Comme vous le savez, ils agissent en véritables barbares. Ils commettent d'horribles exactions, des massacres de masse, des massacres tout court. Je pense que tout le monde est au courant.

Mais, si vous êtes Saoudien, c'est un peu comme si c'était votre seule équipe. L'état islamique est sunnite, et aussi horribles soient-ils, ses membres sont sunnites. Ils combattent les Iraniens. Alors si vous êtes Saoudien et que l'Iran vous inquiète, vous pouvez être amené à verser secrètement de l'argent en soutien à l'état islamique, même si l'état islamique représente une atrocité du point de vue occidental. En fait, il n'y a pas d'autres choix. Donc, une fois de plus, tout cela fait partie de cet échiquier que j'ai évoqué.

Alors prenons un peu de recul par rapport à tout ça et procédons à une autre analyse, avec une vue d'ensemble : je veux parler du rôle de l'Arabie saoudite en tant que producteur de pétrole « résiduel », et de ce que cela signifie. Nous savons tous ce qu'est l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Je ne sais pas exactement combien de membres comporte l'OPEP, mais ils doivent être 15 ou 20 : il s'agit de la plupart des grands producteurs de pétrole dans le monde, sauf deux. Ces exceptions sont la Russie et les États-Unis, soit deux des plus grands producteurs d'énergie. Or, ni l'un ni l'autre n'est membre de l'OPEP. Les États-Unis n'en font pas partie, la Russie n'en fait pas partie.

Donc l'OPEP a son importance, mais pas totalement, voyez-vous, puisque vous avez ces deux acteurs principaux qui n'en font pas partie. Et l'OPEP a la réputation de tricher, et elle entraîne dans son sillage une quantité de petits joueurs, mais ces derniers ne comptent pas vraiment. Donc je ne donnerai pas trop d'importance à l'OPEP car l'Arabie saoudite est unique au monde. L'Arabie saoudite dispose de deux avantages. C'est l'un des principaux producteurs de pétrole dans le monde, c'est donc un acteur majeur quoi qu'il arrive. Ça, c'est le premier avantage. Son deuxième avantage, c'est qu'elle possède des réserves énormes, ce qui signifie qu'elles ne vont pas se tarir de sitôt. Ce qui n'est pas le cas de certains pays, par contre. Et le plus important, c'est que le coût d'extraction du pétrole saoudien est le plus faible de tous. Car il ne s'agit pas simplement d'avoir du pétrole. C'est intéressant, d'avoir du pétrole. Mais du pétrole, il y en a partout dans le monde. Tous ces discours concernant le pic ou la pénurie de pétrole ne riment à rien. Nous nageons dans le pétrole.

Mais la question qui se pose est la suivante : est-il économique ? Combien cela coûte-t-il d'extraire ce pétrole ? L'Arabie saoudite est le producteur dont les coûts de revient sont les plus faibles. Elle a donc trois avantages : une production colossale, des réserves colossales et des coûts de production extrêmement bas. Laissons tomber l'OPEP. Lorsque vous disposez de ces trois avantages, vous pouvez facilement contrôler les cours mondiaux du pétrole.

Vous pouvez en extraire plus : cela fait baisser les cours. Vous pouvez en extraire moins : cela fait grimper les cours. Ou alors, vous maintenez un juste équilibre et les cours restent là où ils sont. L'Arabie saoudite est la seule à pouvoir le faire. Les États-Unis disposent d'importantes réserves mais leur coût de revient est plus élevé. Pour la Russie, c'est pareil : elle dispose d'importantes réserves mais son coût de revient est plus élevé. Et si l'extraction vous revient à 80 \$ le baril, vous n'allez pas pouvoir faire chuter les cours à 50 \$ parce que vous perdrez trop d'argent. Pour pouvoir vendre à 50 \$, il faut produire à 10 \$. C'est évident, si mon coût de revient est de 10 \$, je peux faire chuter le cours à 15 \$ et je gagne toujours de l'argent. Je n'en gagne peut-être pas autant que je le souhaiterais, mais j'en gagne tout de même. Alors, l'Arabie saoudite est la seule au monde à disposer de ces trois avantages et, donc, de la faculté d'augmenter ou de baisser le prix du pétrole.

Que fait-elle à présent ? Et pour quelle raison ? En fait, elle vise un cours se situant entre 50 et 60 \$ le baril. Pourquoi ? Pour deux raisons. La première, c'est que l'Arabie saoudite veut que les producteurs de pétrole de schiste mettent la clé sous la porte, car ils inondent le monde de pétrole. Nous en avons parlé encore au sujet du volume d'endettement et des obligations pourries (*junk bonds*) que les producteurs de pétrole de schiste ont générés. Mais d'où vient tout ce pétrole de schiste ? Il vient du Dakota du Nord, du Texas, du Canada et d'autres endroits disposant de cette nouvelle technologie. Comment ont-ils fait ? Avec énormément d'argent emprunté, énormément de *junk bonds*, mais ils l'ont fait en supposant que le baril de pétrole se vendrait entre 80 et 130 \$. Voilà d'où est venu tout ce pétrole.

L'Arabie saoudite a constaté que certaines de ses parts de marché disparaissaient, que le monde était submergé de pétrole et elle s'est dit que plutôt que d'extraire encore plus de pétrole (ce qui serait perdu d'avance et à son détriment), il valait mieux viser un cours donné, ne plus extraire de pétrole, et faire baisser un peu ce cours. Mais c'est assorti d'un plan d'optimisation. Ils se sont dit : « *Bon, quel est ce cours ? Quel est le cours théorique qui ferait mettre la clé sous la porte aux producteurs de pétrole de schiste, mais qui ne nous affecterait pas trop ? Évidemment, si on tombe à 10 \$, les producteurs de pétrole de schiste ferment boutique mais on se suicide car notre baril nous coûte 10 \$. À 80 \$ le baril, les producteurs de pétrole de schiste préservent leur activité car leurs coûts sont inférieurs à ce cours. Alors quel est le chiffre magique ?* »

Eh bien, le chiffre magique, si l'en est un, c'est 60 \$. Les marchés ne sont jamais aussi précis, donc la fourchette se situe entre 50 et 60 \$. Ces jours-ci, le pétrole a rebondi autour de 55/60 \$. Vous savez qu'il a été plus bas. Il a touché les 40 \$. C'est un rebond normal car les marchés sont volatils et que les gens jonglent avec leurs positions. Ainsi, l'Arabie saoudite a eu ce qu'elle voulait : elle ne veut pas que le cours descende plus bas. Le problème, c'est que lorsque les cours passent de 100 à 45 \$, cela représente une chute monumentale, spectaculaire, en très peu de temps. Cela agite beaucoup de monde. On se dit que si le cours est tombé de 100 à 40 \$, alors il va tomber à 20 \$. Mais il ne va pas tomber à 20 \$, ni à 30 \$, ni à 35 \$. Le cours a atteint son plancher et il va se maintenir dans la fourchette des 50 à 60 \$, et il ne va pas remonter à 100 \$ pour autant. Il peut y avoir des exceptions, cependant. Il pourrait se produire un énorme choc géopolitique. Une guerre meurtrière pourrait éclater. Peut-être que quelqu'un va essayer de fermer le détroit d'Ormuz.

Et là, on constaterait des pics journaliers, et le contexte serait volatil. Je ne nie pas la volatilité. Mais cela n'arrive pas par hasard. Il ne s'agit pas de se dire : « *Oh, voyons où en est le pétrole, je me demande bien ce qu'il va se produire maintenant !* »

En fait, vous êtes en mesure de comprendre ce qu'il se passe en vous fondant sur ces dynamiques de marché que je viens de décrire. Et ainsi, ce à quoi on peut s'attendre, à quelques exceptions près, c'est que le pétrole se négociera entre 50 et 60 \$ le baril pendant un certain temps, c'est-à-dire cette année et l'année prochaine, car ce cours est suffisamment bas pour tuer les producteurs de pétrole de schiste mais pas assez pour affecter l'Arabie saoudite plus que nécessaire. Pour l'Arabie saoudite, c'est toujours rentable. Elle engrange toujours des bénéfices sur les forages pétroliers et, en réalité, son budget est excédentaire. Pour certains autres pays, ce n'est pas le cas car ils ont besoin de plus d'argent pour être excédentaire, mais ça, c'est leur problème.

Avec ce type de géopolitique, l'Arabie saoudite fait d'une pierre deux coups : elle frappe également l'Iran qui a besoin de beaucoup d'argent pour semer le trouble partout dans le monde, notamment autour du programme nucléaire, mais aussi pour subventionner les chiites en Syrie et partout dans le monde, ainsi que pour son entreprise de déstabilisation en Libye et ailleurs. Et donc l'Iran déploie une politique étrangère d'envergure car le pays est l'un des plus grands exportateurs de déstabilisation et de terrorisme. Mais les Saoudiens disent : « *Bon, ça, c'est votre problème. Cela ne nous concerne pas et le cours du pétrole nous convient tel qu'il est* ».

Alors à présent, qu'est-ce que tout cela signifie pour la Fed ?

Vous savez que la Fed ne tient pas compte des cours du pétrole lorsqu'elle réfléchit à l'inflation, et que cela mécontente les gens. Ils disent : « *C'est stupide car vous savez bien que les gens dépensent plus en essence et en alimentation que pour toute autre chose, alors pourquoi exclure le pétrole et l'alimentation pour calculer ce que l'on appelle l'inflation sous-jacente ?* »

La réponse, c'est que ce n'est pas si fou que l'on veut bien le croire car le fait est que les prix du pétrole et de l'alimentation sont volatils, et si vous l'observez sur une période prolongée, la volatilité rétroagit sur la moyenne. En d'autres termes, un pic du cours du pétrole survenant un mois donné peut être compensé par une baisse du cours le mois d'après. Il en est de même pour l'alimentation. Sur une période prolongée, cette inflation sous-jacente suit assez bien l'inflation non sous-jacente. À court terme, oui, vous constatez bien ces volatilités mensuelles. Le raisonnement de la Fed s'appuie là-dessus. Et ce n'est pas fou car il y a cette rétroaction sur la moyenne, telle que je l'ai évoquée. Mais la Fed pourrait se tromper, cette fois, car le cours du pétrole n'est pas volatil pour des raisons cycliques d'offre et de demande. Le cours est bas parce que l'Arabie saoudite se livre à un jeu géopolitique vis-à-vis des producteurs de pétrole de schiste et de l'Iran. Et cela signifie que cette baisse, qui ne s'est pas manifestée en déflation au cours des six derniers mois, ne rétroagira peut-être pas sur la moyenne. Peut-être que l'inflation ne va pas suivre la déflation.

Alors, en réalité, en utilisant le modèle de rétroaction sur la moyenne, la Fed a sous-estimé l'inflation car les cours du pétrole ne vont pas revenir de la même façon que le modèle le suggère. Ils vont rester là où ils sont. Cela ne veut pas dire que nous allons avoir plus de déflation, mais cela veut bien dire que nous n'aurons pas l'inflation que nous attendons. Alors leur intention de relever les taux dans le courant de cette année pourrait bien être infondée si l'on se base sur cette partie du modèle.

Ouvrons un peu plus le champ, à présent, et parlons de la politique étrangère conduite par le Président.

Depuis le début de son mandat, Obama essaie de mettre un terme aux conflits armés, à la guerre en Afghanistan, à la guerre en Irak, de rapatrier toutes les troupes au pays, d'opérer un retrait de la puissance américaine et de privilégier ce qu'il appelle les « patrouilles de police ». Le principe, c'est qu'il se voit peut-être comme le maire d'une ville et qu'un maire ne peut être à tous les coins de rue. Alors il y a des patrouilles de police qui vont veiller à ce que personne ne brise une vitre dans telle ou telle rue. Voilà sa politique étrangère.

Au fait, je ne suis pas ici pour débattre de sa politique étrangère. On pourrait le faire au cours d'une autre session, et nous avons tous nos opinions. Beaucoup d'Américains en ont plus qu'assez de la guerre. D'autres déclarent : « *Attendez un peu, si les États-Unis se retirent, un malintentionné va débarquer et ce ne sera pas mieux pour nous.* » Je ne veux pas débattre de ce point. On en a bien assez sur Fox et MSNBC. Je décris simplement ce que fait le Président afin que nous, les investisseurs, nous puissions le prendre en compte, en quelque sorte.

Bref, les États-Unis se retirent du Moyen-Orient.

Qui assure la patrouille de police ? À qui Obama confie-t-il la paix dans cette région ? Réponse : à l'Iran. C'est étrange, non ? C'est... différent. Une fois de plus, nous n'allons pas en débattre toute la journée. Je dis simplement qu'en matière de politique étrangère américaine, cela représente un virage à 180 degrés. Et je pense que le Président le compare à ce que Richard Nixon a fait en Chine au début des années 1970. Vous savez, un peu comme ces missions secrètes menées par Kissinger, en 1971. Car, entre 1949 et 1971, les États-Unis et la Chine étaient des ennemis acharnés, n'entretenant aucune relation diplomatique. Et, tout d'un coup, Kissinger prenait le thé avec Mao Tsétoung : ce fut un véritable choc.

Mais la différence entre cet épisode de Nixon en Chine et ce qu'Obama fait avec l'Iran, c'est qu'avec la Chine, nous avons un intérêt mutuel. En d'autres termes, la Chine était peut-être bien un pays communiste, il y régnait peut-être une grande confusion, et l'inimitié était peut-être forte entre les États-Unis et ce pays, mais l'intérêt mutuel, c'était d'encercler la Russie. Autrement dit, pour les États-Unis et la Chine, c'était une façon de faire des affaires. Et ce que Nixon a fait, en réalité, c'est détacher la Chine de la Russie afin que les États-Unis et la Chine puissent faire face à la Russie, à l'URSS en fait à cette époque. Il a fallu 15 ans, mais à la fin des années 1980, l'URSS s'est désintégrée et le communisme a pris fin en Union soviétique. L'Union soviétique a cessé d'exister le 25 décembre 1991. Donc cela a réellement fonctionné, car la Chine et les États-Unis avaient énormément d'échanges commerciaux à réaliser et partageaient un intérêt mutuel.

Lorsque j'observe les États-Unis et l'Iran, je ne vois pas vraiment d'intérêt mutuel. D'après ce que j'ai compris, les États-Unis aimeraient peut-être avoir des relations amicales avec l'Iran, dans cette région. C'était le cas, dans les années 1960 et 1970, avec le Shah. Mais l'Iran n'est pas si amical et je pense qu'on nous prend pour des idiots. Mais, ça, c'est l'histoire qui nous le dira.

Mais placez-vous du point de vue de l'Arabie saoudite.

Vous êtes l'Arabie saoudite, vous observez les États-Unis et l'Iran échanger des lettres d'amour comme s'ils étaient amis pour la vie. Vous remarquez que les États-Unis offrent le badge de « patrouille de police » à l'Iran en lui disant : « *Tu joues le rôle de patrouille de police, fais en sorte que l'on ne casse pas de vitres dans le voisinage* ». Or, les Saoudiens haïssent les Iraniens. Depuis toujours. Résultat, les Saoudiens piétinent les producteurs de pétrole de schiste américains et ils se cherchent des amis.

Et en un rien de temps, ils ressuscitent l'ancienne Ligue arabe et ils interviennent dans des endroits comme le Yémen. Mais les Saoudiens ne sont pas très bons sur ce terrain. Ils peuvent bombarder quelques endroits et faire en sorte que les rebelles se terrent quelques jours dans des abris anti-aériens, mais ils ne peuvent pas reprendre le Yémen, à moins d'envoyer des troupes au sol. Que vous le croyiez ou non, l'Égypte a bien lancé une invasion terrestre et navale, dans ce même détroit, celui que je vous ai décrit. Mais peu importe. Enfin, si, cela importe, mais si les Iraniens font tomber le reste du pays, ils trouveront un moyen de semer le trouble dans cette partie du monde, s'ils le souhaitent. Donc, l'Arabie saoudite se cherche des amis. La Chine est probablement une candidate logique, ce qui a des conséquences sur le dollar US.

Bon, pour tout résumer, vous savez tout sur ce pétrole d'Aden, l'inflation, la déflation, comment cela touche la Réserve fédérale, comment interagissent les politiques étrangère et économique, tous ces points importants. Pour la vue d'ensemble, prenez ces gros titres concernant Aden et placez-les dans le contexte de deux luttes beaucoup plus vastes. L'une se déroule entre l'Iran et l'Arabie saoudite autour du contrôle géopolitique du Moyen-Orient.

Et, au passage, j'indique que la Chine est l'un des amis de l'Arabie saoudite. L'autre ami, c'est Israël, si vous parvenez à le croire. Tous ceux qui ont vécu la guerre des Six Jours ou la guerre de 1973, ou qui connaissent l'histoire des relations arabo-israéliennes seraient étonnés d'apprendre que l'Arabie saoudite et Israël coopèrent étroitement, en coulisse (ils ne le font pas en public), à différents niveaux : militaires, renseignements, opérations spéciales et autres. Ils le font pour maintenir une chape sur l'Iran au moment où les États-Unis font tout ce qu'ils peuvent pour donner du pouvoir à ce pays de différentes manières. Donc, l'Arabie saoudite cherche des amis. La Chine, Israël, la Turquie, sont toutes sur la liste. La Turquie joue un rôle intéressant, elle essaye de tirer parti des deux côtés. Mais tout cela ne va pas cesser demain. La dynamique est trop importante. C'est trop important. Les enjeux sont trop importants, et tout est trop instable pour se régler du jour au lendemain.

Alors je pense que l'idée du Président, c'est que l'on peut mener une stratégie classique d'équilibre des pouvoirs, c'est-à-dire, être ami avec l'Arabie saoudite un jour, être ami avec l'Iran le lendemain, un petit coup de main par-ci, un petit coup de main par-là. Je pense que c'est trop intelligent. Je ne pense pas que cela fonctionne dans un endroit comme le Moyen-Orient où l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Les alliances bougent quotidiennement. C'est l'argent qui a le dernier mot. Tout tourne autour du pétrole. Il y a trop d'aspects religieux irréconciliables. Certains de ces problèmes durent depuis plus de 1 500 ans. Nous ne parlons pas de quelque chose qui s'étend sur la période du mandat d'Obama. Nous parlons de quelque chose qui remonte au VII^e siècle et, depuis tout ce temps, rien n'a changé. Alors ce n'est pas maintenant que cela va changer.

Donc je pense que cette instabilité va persister. Je m'attends à d'autres mauvais jours. Je m'attends à d'autres gros titres inquiétants. Le pétrole va être volatil, en partie à cause de cela. Mais, dans l'ensemble, le pétrole va rester dans la fourchette des 50 à 60 \$ le baril pendant 1,5 an, voire 2 ans. À partir de là, il ne va pas être énormément déflationniste, mais il ne va pas être inflationniste non plus, alors cela ne va pas aider la Fed à atteindre ses objectifs d'inflation. Et vous savez, vous verrez comment tout se déroule entre maintenant et 2016. Un nouveau gouvernement, démocrate ou républicain, en 2016, pourrait avoir une incidence sur tout cela. Nous avons encore 1,5 an devant nous pour y réfléchir. Mais pour l'instant, je ne parierai pas sur un baril à 20 \$, et je ne parierai pas non plus sur un baril à 80 \$. Je parierai plutôt que le cours va se maintenir à son niveau actuel, avec un peu de volatilité, et un peu de bruit autour de ça. Je m'attends à d'autres gros titres inquiétants. Mais nous n'aurons pas de signaux très nets en provenance du Moyen-Orient. Nous allons juste assister à une recrudescence de guerres civiles, de sabotages et d'explosions dans des endroits comme la Libye. Pendant ce temps, l'état islamique reçoit des témoignages d'allégeance depuis des endroits aussi reculés que l'Afrique Centrale et le Nigeria.

C'est également arrivé au Kenya. J'ai le regret de vous dire que cela va continuer. Au Kenya, ils ont commencé les bombardements. Ils ont bombardé en Somalie. Les Saoudiens ont bombardé le Yémen. Et vous savez que les États-Unis ont bombardé l'état islamique. Les Libyens ont déclaré : « *Ne nous bombardez pas parce que cela n'arrangera rien* », bien qu'Al-Qaïda ait annexé la moitié du pays. Je n'ai pas envie de jouer les oiseaux de mauvais augure. Je suis simplement analyste, mais le monde est ainsi. C'est ce qui arrive lorsque les États-Unis décident de ne pas s'impliquer. Vous n'obtenez pas la paix, l'amour et la compréhension, pour citer Elvis Costello, vous n'obtenez que le chaos.

Alors, Peter, peut-être pouvons-nous en rester là. Je suis impatient de voir vos questions, ou peut-être avez-vous des questions complémentaires, également ?

Peter Coyne : Oui Je crois qu'il y a une question qui rejoint énormément de questions nous parvenant. Je vais te poser celle-là. Et ensuite, je voudrais qu'on fasse rapidement le point sur le secteur de l'énergie, et en particulier sur la question de l'endettement, parce que je sais qu'énormément de mauvais résultats trimestriels ont été publiés par les acteurs de ce secteur. Les investissements se réduisent énormément. Les sociétés tentent de réduire leurs dépenses, alors je voudrais faire une petite mise à jour. Mais d'abord, beaucoup d'auditeurs posent des questions en ce qui concerne l'accord avec l'Iran. Globalement, la question qui revient est la suivante : dans le cas où un accord serait conclu et les sanctions levées de sorte que l'Iran puisse exporter à nouveau son pétrole, est-ce que cela va avoir un impact sur les cours ? Et je pense que tu as déjà sous-entendu la réponse dans ce que tu as dit, mais je voudrais que l'on en discute.

Jim Rickards : Oui, la réponse est « non ». L'Iran va probablement intensifier sa production. En Irak, la production a un peu repris. Mais, une fois encore, revenons sur ce que je disais à propos du rôle de l'Arabie saoudite, en tant que producteur. L'Arabie saoudite n'a pas baissé le cours du pétrole pour pénaliser l'Iran. Le fait que cela pénalise l'Iran, c'est un peu la cerise sur le gâteau. C'est faire d'une pierre deux coups. Cela ne dérangeait pas l'Arabie saoudite. Cela ne dérangeait pas l'Arabie saoudite de pénaliser la Russie. Cela ne la dérangeait pas de pénaliser l'Iran et, à cet égard, il y a un véritable impact. Mais ce n'est pas pour cela que l'Arabie saoudite l'a fait. Elle l'a fait pour que les producteurs de pétrole de schiste mettent la clé sous la porte, et le fait que l'Iran produise plus va y contribuer.

Autrement dit, quelle est la situation, pour les producteurs de pétrole de schiste ?

Pour les producteurs de pétrole de schiste, la situation idéale c'est d'avoir une forte demande en énergie, un cours stable, peut-être même soutenu par l'OPEP, à 70, 80 90 \$ le baril. Voilà la situation idéale, pour les producteurs de pétrole de schiste. Mais ce n'est pas celle que nous vivons. Dans la situation actuelle, il y a un ralentissement économique mondial. En fait, le cours du pétrole baisserait probablement par le simple truchement de l'offre et de la demande, même si ces grands jeux géopolitiques que j'ai évoqués n'intervenaient pas. Mais là, nous avons une offre colossale due aux producteurs de pétrole de schiste, ainsi qu'un ralentissement en Chine. Si l'on se basait simplement sur ces facteurs industriels classiques de l'offre et de la demande, le pétrole baisserait quoi qu'il arrive. Mais pour couronner le tout, l'Arabie saoudite fait baisser le cours. L'Iran va s'emparer d'une petite part de marché, l'Arabie saoudite va perdre une petite part de marché, et elle n'aime pas ça. Mais l'Arabie saoudite a d'autres chats à fouetter : elle veut que les producteurs de pétrole de schiste mettent la clé sous la porte. Bon, le paradoxe, c'est qu'il est probable qu'en ce moment même, les producteurs de pétrole de schiste pompent plus que jamais. Je sais, vous vous dites que je viens d'affirmer que leur coût est de 80 \$ le baril et qu'ils le vendent à 50 \$: alors pourquoi pomper plus que jamais ? La réponse, c'est que le coût de 80 \$, c'est celui du baril sortant d'un nouveau puits : pour embaucher les salariés, payer les concessions, acheter le tubage et les foreuses, trouver le pétrole (avec la technologie de fracturation, vous êtes sûr d'en trouver).

Au bon vieux temps, vous foriez 20 puits en vous disant que si 2 d'entre eux donnaient, vous rentriez dans vos frais. Elle est bien révolue, cette époque. C'est ce que la fracturation a changé. Lorsque vous ouvrez un puits, vous êtes sûr de trouver du pétrole. Mais le problème c'est que ce n'est pas gratuit : vous devez dépenser de l'argent pour le faire. Cela revient plus cher que tous les autres types de forage. Et, en fin de compte, vous produisez plus de pétrole dans un monde où il y en a déjà trop. Alors que font ces producteurs ? Même si le coût du baril est de 80 \$, sorti d'un

nouveau puits, ce n'est pas le cas du baril qui sort d'un puits existant. Alors, *a posteriori*, ils peuvent se dire : « *Zut, je n'aurais peut-être pas dû forer autant de puits* », mais ces puits sont bien là. Les coûts marginaux d'extraction du pétrole, une fois que le forage est fait, sont assez bas. Or, les producteurs ont tous ces dettes à rembourser.

Voyez-vous, les estimations peuvent varier, mais au minimum, il s'agit de 2 500 milliards et au maximum de 5 000 milliards de dette. Choisissez. Nous parlons de l'émission de milliers de milliards de *junk bonds* pour construire toute cette infrastructure. Alors vu tout cet argent, tous ces puits existants et les cours qui chutent, je ne vais peut-être pas forer de nouveaux puits, mais je vais me servir de ceux qui existent et extraire à tour de bras car il me faut à tout prix de la trésorerie pour payer mes factures. Et donc, à court terme, les producteurs de pétrole de schiste pompent à toute allure car ils doivent rembourser le capital et les intérêts de ce qu'ils ont déjà emprunté, et parce que ce pétrole revient moins cher. Mais ils ne forent pas de nouveaux puits. Le nombre de forages dégringole. Ils confinent la production. Par conséquent, la transition entre forte production et faible production ne se fera pas du jour au lendemain. Cela peut prendre 2 ou 3 ans. L'effet à court terme, c'est une production en augmentation, pas en baisse, car ils essayent simplement de générer de la trésorerie pour payer leurs factures.

Tout cela a abouti à un énorme excédent de pétrole. Je ne suis pas sûr que vous ayez entendu parler de la question du stockage : on achète du pétrole à bas prix et on le retient. La démarche, c'est de se dire qu'on le garde en attendant que le cours augmente, et qu'on le vendra ensuite.

Mais où est-il stocké, ce pétrole ? Eh bien, il est retenu. Tous les réservoirs sont pleins. Ils le stockent sur des tankers. En arrivant à New York en avion, dernièrement (je venais d'Europe), à l'approche de JFK, en survolant l'océan, j'ai regardé par le hublot, au-dessus du détroit de Long Island et du port de New York. Il y a des tankers partout et ils sont remplis de pétrole. Ils ne veulent pas décharger dans les raffineries du New Jersey car ils attendent que le cours monte. Qu'est-ce que cela veut dire pour le cours ? Cela signifie qu'il ne va pas remonter car au moment où il va remonter un tout petit peu, ces tankers vont se débarrasser de leur pétrole et cela fera baisser à nouveau le prix.

Donc, nous avons une extraction massive, un excédent massif, etc. et à présent, l'Iran va se remettre à flot. Alors l'offre est énorme mais l'Arabie saoudite est toujours là, la main sur le thermostat. Et voyez-vous, elle peut très bien se dire : « *Tiens, je vais faire un peu baisser le cours. On va voir avec le GCC (Conseil de coopération du Golfe)* ». Et donc, le Koweït, les Émirats arabes unis... feront tous baisser un peu le cours du pétrole. Tiens, les cours augmentent ? On les fait augmenter un petit peu plus. Là encore, je ne sous-estimerai pas le rôle de ces producteurs, et je ne m'attends pas à ce que le cours baisse, ou qu'il remonte, non plus. Je m'attends à ce que le cours se négocie dans cette fourchette actuelle et, en ce qui concerne la reprise de l'Iran, il faudra la prendre en compte.

Bon, si l'on recherche des opportunités d'investissement liées à la levée des sanctions, j'irais voir du côté de l'Europe car le pays entretenant les relations les plus étroites avec l'Iran, c'est l'Allemagne. Je ne suis pas analyste en macro-économie mondiale. Je ne fais pas non plus dans la sélection d'actions, mais si vous voulez parier sur des actions liées à l'Iran, alors regardez du côté de Siemens, SAP, Volkswagen et Daimler.

Ces sociétés allemandes sont celles qui profiteront le plus de la normalisation des relations commerciales avec l'Iran. Je suis sûr que des sociétés américaines prendront le prochain vol pour Téhéran une fois que les choses seront normalisées mais le moment n'est pas encore venu. Alors que pour les Allemands, c'est le moment. En fait, ils n'ont jamais quitté l'Iran. Ils ont juste respecté les sanctions car ils étaient obligés de le faire. Mais les grandes gagnantes vont être les sociétés comme Siemens, Volkswagen, Daimler et d'autres grandes sociétés allemandes. Et vous savez également que je pense que l'euro a atteint une sorte de plancher. Or, encore une fois, lorsque l'on anticipe de

grands changements, on a tendance à les surdimensionner. Et il est vrai que les marchés réagissent démesurément. Donc, l'euro a baissé de 1,40 \$ à 1,06 ou 1,05 \$ je crois, quelque part à ce plus-bas. Donc, tout le monde s'exclame que l'euro et le dollar vont être à parité. L'euro a déjà été à 0,80 \$.

J'étais en Europe lorsqu'il était à 0,81 \$ et j'ai adoré. Impossible de dépenser 100 \$ pour un repas. Si vous aviez des dollars, en Europe, en 2000, lorsque l'euro était à 0,81 \$, vous étiez un peu le roi du pétrole. Mais il semblerait que l'euro ait atteint son plancher : je ne dis pas qu'il ne va pas remonter à 1,20 \$, mais ce n'est probablement pas de sitôt. L'euro ne va pas beaucoup remonter, mais il ne va pas beaucoup baisser non plus. Comme pour le pétrole, on dirait que la parité eurodollar se situe dans une fourchette. On dirait qu'ils se sont relativement stabilisés à ces niveaux. Là encore, ne sous-estimez pas les rôles des banques centrales, de l'Arabie saoudite et de l'OPEP car ils sont en coulisse et ils tirent vraiment toutes ces ficelles. Je ne dis pas non plus qu'ils contrôlent totalement les marchés. Je ne nie pas non plus les imprévus. Ils peuvent toujours surgir. Mais si vous pensez que l'euro a atteint un certain niveau, comme cela semble être le cas, et que vous pensez que les relations commerciales avec l'Iran vont se normaliser, suite à la levée des sanctions, comme cela semble être le cas, alors, vous pouvez regarder du côté des sociétés allemandes car vous disposez de deux facteurs gagnants : la solidité de l'euro et la croissance des exportations allemandes.

Peter Coyne : Bien. Bon, je pense que c'est le moment idéal pour passer aux questions, à notre « tour éclair ». Une diapo s'affiche sur votre écran et vous indique les règles. Jim ne peut pas répondre à toutes les questions personnelles concernant les conseils en investissement, et nous essaierons de répondre en 30 à 60 secondes afin de couvrir un maximum de questions. Jim, l'un des auditeurs demande si le secteur du pétrole de schiste est assez flexible pour reprendre la production rapidement lorsque les cours remonteront ?

Jim Rickards : Il l'est... mais je vous explique. Le secteur a peut-être cette flexibilité, mais est-ce que l'argent sera là ? Ce que je veux dire, c'est que l'Arabie saoudite veut que les producteurs de pétrole de schiste mettent la clé sous la porte, et c'est ce qui se passe. Mais, comme je l'ai expliqué, cela n'arrive pas du jour au lendemain. Ils vont réellement augmenter la production à court terme, c'est ce qu'ils font déjà. Mais disons que nous sommes fin 2016, d'accord ? Nous venons de vivre 2 ans avec des cours du pétrole faibles. Des forages ont été refermés, du personnel a été licencié. Des contrats ont été annulés, le nombre de forages diminue. Et, au fait, en ce qui concerne la fracturation, c'est plus facile pour trouver du pétrole, mais les puits ont une durée de vie plus courte. Ces producteurs ont plus de chances de trouver du pétrole. Ils en pompent à tour de bras, mais les puits s'épuisent plus vite. Alors ils forent plus de puits. Cette technologie de production de pétrole est très différente de celle du bon vieux temps. Le fait est qu'avec la fracturation, la seule façon d'augmenter la production c'est de forer constamment de nouveaux puits, et ce sont les nouveaux puits qui sont refermés, pas les anciens.

Alors une fois que les anciens puits sont taris, et que les nouveaux n'ont pas été activés car le coût est trop élevé, du point de vue économique, cela n'a pas de sens. Donc, la production de pétrole de schiste s'est tarie. La question qui se pose est la suivante : les producteurs peuvent-ils reprendre leurs activités rapidement ? Oui, ils le peuvent, mais disposent-ils des fonds nécessaires ? Si vous devez passer des milliers de milliards de dollars en perte parce que vous n'avez pas pu régler vos factures la dernière fois, on peut se demander si les prêteurs et les banques prêteront l'argent pour financer la production. C'est tout le problème. Et, voyez-vous, je ne sais pas. On dirait que certaines personnes, quel que soit le nombre de fois où elles se font avoir, sont toujours prêtes à faire plus de chèques. Mais dans la mesure où Wall Street a planqué ces obligations à haut rendement, ces *junk bonds*, dans des fonds et les a fourrées dans des plans retraite, si ça se trouve, on ne remarquera même pas ces défauts de paiement. C'est difficile à dire.

Mais je pense que la production mettra du temps à reprendre. Et il y a un autre facteur.

Plaçons-nous dans une perspective dynamique. Disons que les cours du pétrole sont remontés à 80 \$ fin 2016-début 2017. Donc, la fracturation présente à nouveau un intérêt économique. Et disons que les investisseurs ont la mémoire courte, que Morgan Stanley dise simplement : « *Bon, on va souscrire un peu plus de junk bonds. On va les vendre à une poignée de gens qui ne savent pas ce qu'ils achètent.* » Et voilà, l'argent est là.

Mais est-ce vraiment ce que vous voulez faire, considérant que l'Arabie saoudite peut refaire baisser les cours ? Autrement dit, tant que l'Arabie saoudite veille, la batte de baseball à la main, prête à frapper le secteur du pétrole de schiste, peut-on considérer que ce dernier est attractif ?

Donc, la technologie est bien là mais pour les fonds, cela reste à voir. Mais la menace de l'Arabie saoudite ne disparaît pas pour autant.

Donc, tant que le cours nominal augmente à cause de l'inflation (mais je ne pense pas qu'il y ait de l'inflation à court terme), ma réponse, c'est que je ne pense pas qu'il faille s'attendre à un cours à 20 \$, si c'était le sens de la question posée.

Je sais que j'ai été un peu long, mais j'ai essayé d'insister sur le fait qu'il y a énormément d'éléments à prendre en compte, pas seulement la réactivité des producteurs de pétrole de schiste, mais également les capacités financières et l'aptitude de l'Arabie saoudite à renouveler ce qu'elle a déjà fait et d'empêcher les producteurs de pétrole de schiste de reprendre leurs activités.

Peter Coyne : Très bien, je ne veux pas refaire la controverse Ehrlich-Simon mais un lecteur pose la question de savoir si tu as un avis que la question du *Peak Oil* et si oui, de quelle manière tu penses qu'il va affecter la croissance mondiale sur la prochaine décennie ?

Jim Rickards : Je pense que la théorie du *Peak Oil* est... – attendez, je ne suis pas géologue, je ne mets pas les mains dans le cambouis de l'industrie pétrolière. Je suis analyste, et vais donc vous répondre en tant que tel et je ne veux pas m'attribuer une expertise que je ne possède pas. Mais voilà... en fait, voilà le problème : le *Peak Oil* à quel prix ? Car ce que j'en pense, c'est qu'il n'y pas de pénurie de pétrole. Il y a bien plutôt une quantité astronomique de pétrole, donc, physiquement parlant, il n'y a pas de pic pétrolier. La question, si on veut aborder le problème dans une perspective de marché, est : quelle quantité de pétrole est disponible à un prix donné ? Eh bien, comme on vient de le dire, à 40 \$ ou 50 \$ le baril, de nombreux puits de pétrole vont fermer. Par contre, à 80 \$ ou 100 \$ le baril, on nagera dans le pétrole. Si parler de pic pétrolier, c'est dire qu'il n'y aura plus de pétrole, ça n'a aucun sens. En revanche, dans une perspective d'offre et de demande, il faut préciser un prix : à prix différent vous aurez une offre différente. C'est le B-A-BA de l'économie.

Peter Coyne : Très bien. Un autre lecteur demande ce qui pourrait pousser l'Arabie saoudite et les autres à ne plus utiliser le pétrodollar.

Jim Rickards : Eh bien, je pense qu'ils tendent déjà vers ça. Mais ce genre de changement ne se fait pas du jour au lendemain. Je viens de rappeler comment les États-Unis avaient planté un poignard dans le dos de l'Arabie saoudite en termes de sécurité géopolitique. Rappelez-vous que le consensus sur le pétrodollar engageait les deux parties. D'un côté, l'Arabie saoudite s'engageait à vendre le pétrole en dollar. Tout le monde a besoin de pétrole, donc tout le monde allait avoir besoin de dollars et ainsi le dollar resterait la principale monnaie de réserve, ce qui était intéressant pour les États-Unis car ils n'avaient qu'à faire tourner la planche à billets pour éponger leurs dettes. Que

devaient faire les États-Unis en échange d'un tel engagement de l'Arabie saoudite ? À quoi s'étaient-ils engagés ?

Les États-Unis s'étaient engagés à préserver l'intégrité territoriale et politique de l'Arabie saoudite. Cette part du contrat n'a pas été respectée. Ce qui n'a pas été un problème dans les années 1970 car les Saoudiens n'avaient pas de problèmes avec le Shah : lui, n'appelait pas au jihad contre le reste de l'Islam. Par contre, c'est ce que fait l'Iran actuel. L'Iran peut exporter du terrorisme, de l'instabilité et des doctrines chiites ; le Shah, lui, ne faisait rien de tout ça. Donc, les Iraniens et les Saoudiens ne s'aiment peut-être pas, ces derniers pouvaient vivre avec le Shah mais ne le peuvent plus avec l'Iran actuel.

Mais revenons à la question : l'instabilité dans la région va croître et l'Arabie saoudite va de plus en plus regarder du côté de la Chine et se désintéresser des États-Unis. Mettez ça en perspective avec ce que qui va venir dans l'année et vous avez un gros coup à faire. Le FMI se réunit deux fois dans l'année, je veux dire que son comité exécutif se réunit évidemment chaque semaine, mais les grandes réunions du « comex » avec tous les chefs et avec Yellen et Draghi n'ont lieu que deux fois par an : une au printemps et une en hiver.

Le FMI s'interroge, comme vous le savez, sur l'intégration du yuan dans le fonds des DTS – les Droits de Tirage Spéciaux – la monnaie mondiale, celle qu'imprime le FMI. Christine Lagarde était à Beijing il y a quelques semaines, histoire de préparer le deal... Ils vont l'annoncer officiellement début octobre, lors de la réunion annuelle, qui se tient à Lima au Pérou. Et cette décision sera effective à partir du 1^{er} janvier. Donc durant neuf mois, nous aurons cette intégration du yuan dans le DTS. Dès lors, ce que vont faire les Saoudiens, c'est de resserrer leur relation avec la Chine. La Chine est devenue leur client le plus important. Ce n'est pas comme s'ils allaient soudainement se mettre à vendre le pétrole en yuan dès demain, mais il pourrait se permettre de le faire.

Vous commencez alors à comprendre le problème suivant : je suis l'Arabie saoudite et je vends désormais mon pétrole en yuan ; mais que faire ensuite avec ces yuans ? Voilà la question. La Chine vous paye en yuan mais qu'allez-vous faire avec ? Autrement dit, à quel point voulez-vous importer des marchandises chinoises ? Donc, d'une manière ou d'une autre, vous allez devoir échanger vos yuans contre des dollars, que vous le vouliez ou non. Mais, à la marge, vous pouvez mêler le yuan et les DTS. De mon côté, je m'attends à voir les prix du pétrole affichés en DTS, pas cette année mais vers 2016-2017 : on commencera alors à vendre le pétrole en DTS, une fois que le yuan y sera inclus. La Chine se contentera très bien de ça. Elle ne veut pas que le yuan devienne la monnaie mondiale car cela réduirait sa marge de manœuvre. Ce que la Chine veut, c'est que les DTS deviennent la monnaie mondiale, mais elle veut deux autres choses avant.

Elle veut que le yuan soit intégré aux DTS, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. Elle veut aussi plus de droits de vote au FMI, ce qu'elle n'a pas non plus.

Donc surveillez ces deux choses-là. Surveillez l'intégration du Yuan au DTS, que je prévois cette année, et l'obtention de droits de vote supplémentaires qui, moins certainement, arrivera cette année ou la suivante.

Et une fois que ces deux choses auront été obtenues, alors vous pouvez commencer à utiliser le DTS comme devise mondiale.

La conséquence de cela, pour les États-Unis, n'est pas la disparition du dollar, c'est plutôt la réduction de l'importance de son rôle et une poussée inflationniste. Encore une fois : oui, vous pouvez prévoir une tendance 2 ou 3 ans à l'avance, mais cela ne veut pas dire qu'il faut se réveiller demain pour spéculer là-dessus parce que, si cela prend 2 ans, cela sera long et vous pouvez perdre beaucoup d'argent entre-temps. Parfois, on peut perdre de l'argent en ayant raison. Vous pourriez avoir raison

dans 2 ans mais, d'ici-là, vous allez perdre beaucoup d'argent. Pour ma part, je m'y attends d'ici 2 ans.

Si vous êtes intéressé par des trades de court terme, regardez plutôt du côté des entreprises allemandes comme je l'ai déjà dit. Par contre, ici, il s'agit d'un trade qui implique que la Chine et l'Arabie saoudite se mettent aux DTS, ce qui prendra bien 2 ans et qui aura un effet inflationniste sur le dollar.

Peter Coyne : Au sujet des DTS, une autre question qui a été posée est : « *Est-ce que les infrastructures financières et les banques asiatiques, dont on a beaucoup entendu parler ces derniers temps, peuvent entrer en compétition avec le FMI et les DTS ?* »

Jim Rickards : C'est une bonne question, mais peut-être mélange-t-elle un peu les poires et les pommes. Ces banques dont vous parlez sont comme toutes les autres banques. Elles viennent seulement de clore une période de souscriptions, et un nombre assez important de pays notamment les États-Unis et le Japon ont mis au pot. On signe un carnet de souscriptions, on envoie son argent et on est de la partie. Leurs sièges vont être à Pékin, et que vont-elles y faire ? Elles vont prêter des fonds pour des projets d'infrastructures et il y en a de nombreux à construire : des pipelines, des chemins de fer, des autoroutes et des aéroports, bref il y a plein de choses à construire.

Mais, comme toutes les autres banques, elles ont besoin d'utiliser des leviers. Voilà où cela devient intéressant. Donc vous avez ce capital initial qui est, je crois de 50 Mds\$, ce qui est beaucoup d'argent – mais il y a pour des centaines, voire des milliers, de milliards de dollars de projets d'infrastructures à financer. Alors comment allez-vous faire fonctionner l'effet de levier ? Eh bien, vous allez emprunter de l'argent et émettre des obligations, ainsi vos projets d'infrastructures seront construits. La raison pour laquelle tous ces pays ont signé c'est : « *J'ai emprunté de l'argent, je vais le prêter et construire des aéroports et des chemins de fer. Mais qui va les construire ? Est-ce que j'appelle une entreprise canadienne ? Américaine ? Allemande ?* » Qui va obtenir ces contrats à plusieurs milliards pour bâtir ces infrastructures ? C'est ici qu'il faut suivre les choses car c'est là que sera le profit. Ainsi, la banque n'est qu'un intermédiaire qui va prêter pour la construction d'infrastructures, mais la question importante est : à qui vont aller les contrats ?

Et vous m'avez suivi : vous comprenez pourquoi tous ces pays ont signé, pourquoi l'Angleterre, l'Allemagne ont mis au pot. Ils veulent les contrats pour leurs entreprises de construction. British Airways, British BEI et British Aeronautics etc. veulent ces contrats.

Cela nous amène à une autre question car si l'AIIB [NDLR : Asian Infrastructure Investment Bank, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures] va emprunter de l'argent, dans quelle monnaie va-t-elle s'endetter ? Vont-ils emprunter en dollar ? Peut-être. Mais veulent-ils un bilan en dollar ? Je pense plutôt qu'ils vont s'endetter en DTS, car ils ne le feront pas en yuan, pour les mêmes raisons que j'ai mentionnées plus haut, à savoir que c'est occasionnellement une monnaie du commerce internationale mais elle n'a pas encore trouvé sa place en tant que monnaie de réserve, et ce bien qu'elle en prenne la route, mais ces choses-là prennent du temps et sont liées au marché obligataire. Mais si l'AIIB dresse son bilan en DTS, alors elle fera d'une pierre deux coups. En se mettant à emprunter que va-t-elle faire ? Eh bien, elle va créer des obligations en DTS, dès lors Goldman Sachs va se mettre à échanger des obligations en DTS.

Et ainsi, vous vous trouvez tout d'un coup avec des DTS sur le marché obligataire. Et, plus gros est le marché obligataire des DTS, meilleur sera le DTS en tant que monnaie de réserve. Vous le voyez : tout cela est imbriqué.

Maintenant la question est : la Chine fait-elle cela pour mener une guerre contre le FMI ? La réponse

est non. La Chine est manifestement dans le FMI et veut que sa voix y soit mieux entendue. Elle y veut plus de droit de vote, elle veut que les DTS intègrent le yuan, bref elle a des attentes envers le FMI : elle ne veut pas vraiment le combattre. Mais le congrès américain refuse actuellement de passer une loi qui donnerait à la Chine ce qu'elle veut, et je ne sais pas si le congrès a vraiment réfléchi sur cette affaire-là. Au sens où il vaut mieux être en bons termes avec la Chine. J'ai quelques intuitions sur le sujet dont je vous parlerai plus tard. Mais les États-Unis font obstacle à la Chine car eux aussi ont certaines attentes envers elle.

Donc, comme dans toute négociation, la Chine a besoin d'un levier de négociation. Si vous vous asseyez à la table des négociations, vous devez avoir quelque chose pour peser dans la balance. Vous ne pouvez pas négocier si vous n'avez rien à offrir. La Chine a donc, de son côté, créé l'AIIB. Elle a créé cette institution en marge de celle de Bretton Woods, non pas pour tourner le dos à Bretton Woods, mais parce qu'elle veut être intégrée à Bretton Woods à un plus haut niveau et qu'elle a besoin d'un levier pour y parvenir.

Je ne dis pas que cette banque n'est pas importante. Elle est en train de se constituer et elle va faire du tort aux États-Unis car les entreprises américaines n'auront aucun de ces contrats de construction s'ils ne participent pas à cette banque. Or, les États-Unis ne veulent pas participer à cette banque car ils préfèrent soutenir la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement qui est plus ou moins dirigée par les États-Unis, aux Philippines. La Chine utilise donc l'AIIB comme un moyen de pression pour obtenir un rôle plus important au sein du FMI. Cependant, l'affaire devient particulièrement complexe au congrès parce qu'il y a maintenant une bataille entre le Tea Party, les républicains modérés et les démocrates sur les amendements etc. mais c'est un autre problème. Cependant, si on prend de la distance, tous les désaccords convergent vers la question des DTS.

Peter Coyne : Très bien Jim, nous n'avons plus qu'une minute, est-ce qu'on peut faire des questions/réponses éclair avec des réponses de seulement 10 secondes ?

Jim Rickards : Ok, je vais essayer de faire des réponses brèves.

Peter Coyne : Parfait. Alors, le 17 février dernier nous parlions de la Grèce et on cherchait à savoir s'il y allait avoir ou non un « Grexit ». Nos conclusions furent que, entre deux maux, celui d'une sortie de la Grèce de la zone euro était pire qu'une négociation de plus en plus confuse qui permettrait à la Grèce de rester au sein de l'UE.

Jim Rickards : Oui, je disais qu'il n'y allait pas avoir de Grexit avant les six prochaines années et personne ne m'a écouté, mais ce n'est pas grave, j'en ai l'habitude. Ils ne vont pas sortir. Au passage, j'avais posté cela sur mon compte Twitter début avril : un communiqué du FMI qui affirmait que la Grèce avait promis de payer son échéance. Et d'ailleurs, ne confondez pas les banques, les obligations et l'euro. Il s'agit de trois choses différentes. Les banques grecques peuvent faire faillite ou être nationalisées. De même, les obligations grecques peuvent faire défaut, je ne dis pas que cela ne peut pas arriver. Ce que je dis c'est que la Grèce ne va pas quitter l'euro. Mais trop d'analystes mélangent tout, ils disent : « *Oh, vos banques font faillites, vous allez donc vous retrouver en dehors de la zone euro* ». Eh bien non, cela veut juste dire que les banques ont fait faillite. C'est comme lorsque Lehman Brothers a fait faillite : cela n'a pas signé la fin du dollar. Une banque grecque qui se ferait nationaliser n'impliquerait pas que la Grèce quitte la zone euro.

En fin de compte, tout ce que je dis c'est que la Grèce ne va pas quitter la zone euro. Personne ne va pas abandonner l'euro mais peut-être va-t-il y avoir quelques turbulences. Je ne vous dis pas de

courir acheter des obligations grecques (quoi que c'est peut-être l'une des meilleures opérations spéculatives actuellement !) mais je ne le conseille tout de même pas. Sauf si vous avez l'âme d'un joueur et d'un spéculateur.

Peter Coyne : Très bien, bon il est 10H55 et j'avais promis de vous libérer à ce moment-là.

Jim Rickards : Oui merci ; à bientôt.

JIM RICKARDS : INTELLIGENCE STRATÉGIQUE



Directrice de la publication : Catherine Dourlens – Directrice de la Rédaction : Nathalie Boneil – Rédacteur en chef : Jim Rickards – Assistante éditoriale : Vanessa Popineau – Maquette : François Petit – Éditée par les Publications Agora – www.publications-agera.fr – SARL au capital de 42 944 € – RCS Paris 399 671 809 - APE : 5813Z – Nos bureaux sont situés : 8, rue de la Michodière CS50299, 75002 Paris – Tél. : 01 44 59 91 11 – Fax : 01 44 59 91 25 – Impression : Imprimerie Delaroche, Route de Villefranche, 12390 Rignac – CPPAP en cours – Hébergeur : Rackspace US Inc. – Siège social : 5000 Walzem Road, San Antonio, Texas, 78218, États-Unis – Tel : +118009612888 – www.rackspace.com – Commission Paritaire : en cours – Abonnement 12 mois : 99 € – © Copyright 2015, Publications Agora France – Couverture : © bluebay2014, Sergey Nivens - Fotolia.com – Reproduction même partielle uniquement avec l'accord écrit de la société éditrice.

N.B. : Les appréciations formulées reflètent notre opinion à la date de la publication, et sont susceptibles d'être révisées ultérieurement. Nous effectuons des recherches méticuleuses pour tous nos articles et recommandations, mais nous ne sommes pas responsables des erreurs ou omissions qui pourraient y figurer. Rappelez-vous que les actions sont spéculatives par nature. Les performances passées ne reflètent pas forcément les performances à venir. Avant d'investir, nous recommandons à nos lecteurs de consulter un conseiller financier indépendant ou un courtier.
